

Une expulsion indigne !

Le jeudi 17 août, les forces de police ont procédé à l'expulsion, dans des conditions qui s'apparentent à une rafle, de près d'un millier d'habitants qui occupaient depuis plusieurs années un bâtiment de la cité universitaire de Cachan dans le Val de Marne.

Cette opération condamne ces personnes à une précarité encore aggravée en terme de logement, de condition de vie, et, pour ceux qui sont sans papiers, d'accès à la régularisation. Parmi eux, 200 enfants sont, à deux semaines de la rentrée scolaire, privés d'école.

Alors que se multiplient les expulsions d'immigrés et que la grande majorité des enfants sans papiers scolarisés ne vont pas être régularisés, cette expulsion est un signe de plus donné à l'électorat du Front national qu'il s'agit de séduire à l'approche des futures échéances électorales. Ainsi, les habitants de Cachan sont devenus les otages des calculs électoraux de ministre de l'Intérieur et futur candidat à la présidentielle.

Alors que la pénurie de logements est aujourd'hui patente et que plusieurs millions de personnes vivent dans des conditions indignes, le gouvernement choisit cyniquement, au nom de la "sécurité", d'expulser les occupants d'un immeuble squatté. Il n'offre en échange qu'un relogement provisoire d'un mois sachant parfaitement qu'au bout de ce délai les familles se retrouveront à la rue.

L'Union syndicale Solidaires exige le relogement définitif des expulsés, leur régularisation et l'arrêt immédiat des procédures de reconduite à la frontière. Au-delà, c'est une véritable politique du logement qu'il faut mettre en place par une politique volontariste de construction de logements sociaux, de réquisition des logements vides et par un contrôle strict par la puissance publique de l'évolution des loyers.

Le 18 août 2006